

Des luttes d'aujourd'hui au pouvoir des travailleurs demain : la transformation révolutionnaire de la société

Introduction du débat à l'Université d'été de la LCR – 26 août 2008

L'un des objectifs des forums de cette matinée est de contribuer aux débats à venir sur le programme du NPA. Et l'intitulé de celui-ci – « des luttes d'aujourd'hui au pouvoir des travailleurs demain : la transformation révolutionnaire de la société » – pose d'emblée bien des questions fondamentales à un parti qui se proclame anticapitaliste.

Nous le savons tous, l'exploitation capitaliste et les rapports sociaux qu'elle engendre sont sources d'inégalité sociale, d'exclusion, de misère, d'oppression. Mais il est aussi important de souligner que cette domination de la bourgeoisie s'appuie sur des États nationaux à son service qui, par bien des moyens, légitiment une violence sociale quotidienne, oppriment des peuples au nom du maintien de l'ordre impérialiste mondial, et les jettent périodiquement dans des guerres.

Symétriquement et depuis qu'elle existe, la domination de la bourgeoisie – comme d'ailleurs toute domination de classe – a toujours suscité chez les classes opprimées comme parmi des franges minoritaires des couches dirigeantes, des contestations et des luttes, engendrant parfois des révoltes voire des révolutions.

La liste est donc longue des mouvements qui ont contesté voire combattu la domination capitaliste ou seulement tel aspect, telle conséquence ou tel supposé excès. Ces mouvements, par leurs conséquences, notamment politiques, par les acquis qu'ils ont permis de conquérir ou par les régressions qu'ils ont permis d'endiguer, font partie d'une histoire qui a modelé le visage multiforme du monde capitaliste d'aujourd'hui. À juste titre, et même si leurs modalités d'intervention ont pu susciter bien des débats au sein des courants révolutionnaires, ceux qui militaient pour le renversement du capitalisme ont souvent soutenu, contribué, participé à ces divers combats.

Pourtant le capitalisme est toujours là, et bien là, n'en finissant pas de menacer la planète de désastres sociaux, humains, environnementaux.

Parce que finalement, et même si elles ont changé bien des choses, aucune contestation (comme par exemple toutes celles issues de l'après-68) n'aura été porteuse, spontanément, d'une remise en cause de l'ensemble du système capitaliste. À une autre échelle, il apparaît au bilan des luttes de décolonisation et des combats contre la domination impérialiste de toute l'après-guerre qu'aucun (et quoi qu'on pense par ailleurs des régimes qu'ils ont mis en place) n'a finalement engendré de véritable perspective d'émancipation sociale pour les peuples opprimés, malgré l'immensité des sacrifices consentis.

C'est bien sûr, fondamentalement, en raison des directions politiques que ces contestations ou ces luttes s'étaient données ; mais en partie aussi parce que bien des courants révolutionnaires, qui ont été solidaires à juste titre de ces luttes, ont parallèlement entretenu l'illusion qu'une sorte de dynamique interne conduirait inexorablement celles-ci à abattre ici ou là, voire à l'échelle internationale, le système de domination capitaliste et impérialiste.

De ce type d'illusions, il faut tirer le bilan. Car pas plus aujourd'hui qu'hier les luttes – même par exemple à l'échelle du mouvement altermondialiste – ne sont intrinsèquement, spontanément porteuses d'une dynamique de renversement du capitalisme. L'émancipation des travailleurs sera bien l'œuvre des travailleurs eux-mêmes – mais une œuvre consciente ; consciente en tout cas des formidables capacités dont la bourgeoisie a fait montre bien des fois et sous toutes les latitudes pour maintenir son système de domination face à des luttes même radicales : par la répression, bien sûr, mais aussi (et cela va souvent de pair) en s'appuyant sur des forces politiques capables de dévoyer ces luttes vers des perspectives ne menaçant pas fondamentalement son système.

La perspective du pouvoir des travailleurs qu'évoque l'intitulé du forum doit donc s'inscrire dans une compréhension du pouvoir auquel les luttes d'aujourd'hui sont confrontées et de la société dont on vise la transformation révolutionnaire.

Or que devra remplacer ce pouvoir des travailleurs demain sinon celui, actuel, de cette autre classe sociale qu'est la bourgeoisie ?

Dans la réponse à cette question se joue un enjeu fondamental pour le programme d'un parti qui se proclame anticapitaliste. Le combat politique est toujours finalement une lutte pour l'exercice du pouvoir politique. Or si l'on envisage celui-ci, comme je veux le faire ici, en termes de pouvoir d'une classe dominante, alors il s'agit bien de considérer la prise du pouvoir par les travailleurs comme la première étape de la transformation révolutionnaire qui abattra le capitalisme.

Une étape résultant bien sûr du murissement de toute une situation où le développement de la lutte de classe met effectivement cette question du pouvoir à l'ordre du jour – on est donc bien loin du supposé mythe du Grand Soir. Mais une étape faite, comme toutes les révolutions du passé l'ont montré, d'un enchaînement accéléré de ruptures et de basculements.

Bien sûr l'objectif ultime n'est pas, en soi, l'exercice pour lui-même du pouvoir politique. Et, bien entendu, la transformation révolutionnaire de la société ne s'arrête pas à cette première étape. Le pouvoir politique aux mains des travailleurs, exerçant ce que, dans le Manifeste du parti communiste, Marx appelait « *une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production* », permettra seulement – mais c'est essentiel – de commencer à réorganiser l'ensemble des moyens de production et des rapports sociaux structurés autour, à une échelle de plus en plus large, et en vue de la satisfaction des besoins collectifs et non plus d'une minorité dominante.

Il y aura alors là tout un chantier ouvert pour commencer à inventer, dans la pratique, le socialisme du XXI^e siècle. Mais nous n'avons et n'aurons pour cela aucun schéma préétabli, aucun modèle de « socialisme réellement existant ». À toutes les étapes de ce processus sans doute long surgiront bien des questions qui ne sont et ne peuvent être tranchées voire posées par avance, dans les conditions d'aujourd'hui ; et certaines questions actuelles seront sans doute dépassées ou se poseront demain sous des formes nouvelles.

De véritables perspectives de transformation révolutionnaire de la société ne se sont jamais fondées sur quelque prétendu modèle préexistant que ce soit, qui ne pourrait qu'être aussi utopique que ceux que Marx raillait déjà au XIX^e siècle – ces « *socialisme et communisme critico-utopiques* » comme il les appelait, imaginés par des gens qui furent souvent des révolutionnaires en leur temps, nourris de critique sociale radicale. Mais des systèmes qui, parce qu'ils étaient construits hors du cours réel de la lutte de classe, perdaient vite toute valeur pratique face au développement historique réel.

C'est au contraire la dynamique même des contradictions du capitalisme qui met à l'ordre du jour l'abolition de la propriété des principaux moyens de production, leur appropriation collective et leur gestion raisonnée en fonction des besoins sociaux.

« *La bourgeoisie ne peut exister, écrivaient déjà Marx & Engels dans le Manifeste du parti communiste en 1848, sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux* » – et ce, comme ils le soulignaient déjà, à l'échelle du marché mondial créé par la grande industrie. Or que fait d'autre la bourgeoisie aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation, où c'est à une échelle jamais égalée jusque là que les grands groupes capitalistes se livrent une guerre sans merci pour l'accès aux matières premières, pour le contrôle des marchés, délocalisant ici ou là des productions au gré du coût de la main d'œuvre sur un marché du travail devenu lui-même mondial ? Ignorant bien entendu au passage les dégâts humains, sociaux mais aussi environnementaux qu'elle engendre, et nourrissant notre critique de ce système et des conséquences de la domination du capital sur tous les aspects de la vie sociale.

Mais, ce faisant, la bourgeoisie a également prolétarisé sur tous les continents des dizaines de millions de femmes et d'hommes ; en leur imposant certes des conditions d'exploitation féroce, combinant parfois celles du capitalisme industriel occidental du XIX^e siècle aux technologies les plus avancées du XXI^e, mais en donnant aussi des bases plus larges aux contradictions qui sont au cœur de son système comme à la division internationale du travail et à un futur pouvoir des travailleurs.

Cette question du pouvoir en perspective souligne donc, parmi toutes les luttes qu'engendre la domination capitaliste, la place centrale de celles qui se jouent autour des rapports d'exploitation, au cœur même de l'antagonisme entre le travail et le capital.

Or le rapport capital/travail n'est pas une question de logique économique, à laquelle on pourrait tout simplement substituer une autre considérée comme plus rationnelle du point de vue des intérêts de l'ensemble de la société. C'est un rapport social, autour duquel s'articule tout un système de domination et de pouvoir avec, pour dernier rempart, la violence des États contre les opprimés ou les peuples dont les luttes menaceraient de le renverser.

Alors, finalement, inscrire les luttes d'aujourd'hui dans la perspective d'un renversement révolutionnaire du capitalisme, revient à se donner pour tâche consciente le renversement du pouvoir d'État de la bourgeoisie et son remplacement par le pouvoir des travailleurs.

Et l'État, ce ne sont pas les institutions. Bien sûr, suivant les pays, selon les périodes, le pouvoir de la bourgeoisie – sa dictature pour reprendre les termes de Marx – s'exerce sous des formes politiques variées. Mais même si ces formes ne sont évidemment pas indifférentes, l'État reste essentiellement un appareil répressif visant à maintenir une domination de classe. Si, par périodes, l'État peut intervenir pour réguler les rapports sociaux, par exemple en garantissant des droits minimaux aux plus défavorisés, cela ne reste qu'une façon d'asseoir la domination de la bourgeoisie dans des circonstances où une relative cohésion sociale lui semble propice à la perpétuation de ces rapports de classes. On voit bien aujourd'hui en France comment, quand la bourgeoisie estime, en fonction d'un rapport de forces à son avantage, pouvoir exercer cette domination de façon plus brutale et plus ouverte, elle obtient de ses serviteurs au pouvoir la remise en cause de ce qui passait pour des acquis sociaux en matière de santé, de retraites et même d'éducation. Tous les partis de gouvernement étant fondamentalement acquis aux intérêts de la bourgeoisie et ne différant dans le fond que sur la façon de plier les couches populaires à ces intérêts, le jeu institutionnel, quand bien même il existe de façon relativement démocratique, n'a d'autre raison d'être que de masquer celui bien réel de la lutte de classe.

Il ne s'agit pas, je l'ai rappelé d'emblée, de se désintéresser des combats, même limités, qui peuvent être menés dans le cadre même du système, qu'il s'agisse de revendications sociales ou de droits politiques – y compris aux côtés de ceux qui ne voient pas ou ne veulent pas voir au-delà de ces objectifs. Mais il s'agit de savoir et de dire clairement que la remise en cause fondamentale du capitalisme ne se jouera pas dans l'arène d'institutions que la bourgeoisie elle-même ne tolère que tant que sa domination n'est pas remise en cause.

Quelle traduction de tout cela dans le programme d'un parti visant au renversement du capitalisme ?

Autrement dit, la question de la révolution c'est-à-dire des moyens de la transformation révolutionnaire de la société, peut-elle être sans risque écartée du programme du parti au simple prétexte qu'elle n'apparaît pas aujourd'hui d'une actualité brûlante ou comme un enjeu immédiat pour la lutte de classe ?

Sans risque ? Non ! Et pour des raisons en fait de plusieurs ordres.

En premier lieu, et ce n'est pas anecdotique, il y a le bilan du passé. Ce n'est pas un hasard si, par delà toutes leurs divergences (et elles ont été nombreuses), c'est dans les courants politiques se réclamant explicitement de la révolution qu'on trouve une critique sans fard de ce que fut l'expérience stalinienne comme négation des projets socialiste et communiste, une critique donc qui

ne visait pas, bien au contraire, à enterrer cet idéal de transformation révolutionnaire de la société. Ce n'est pas un hasard si ce sont les courants qui ont obstinément refusé, parfois de façon très minoritaire, d'assimiler l'expérience de la Révolution russe à la dégénérescence stalinienne qui ont toujours refusé de se résigner à ce que le capitalisme soit un horizon historique indépassable.

La seule référence révolutionnaire ne garantit évidemment de rien, mais elle fait partie du meilleur de ces traditions qu'un parti clairement anticapitaliste devra se réapproprier, de façon critique certes (comme toute réappropriation), de façon contradictoire aussi sans doute (il y aura des débats à poursuivre), mais se réapproprier quand même.

En second lieu, parce que l'option révolutionnaire est clairement vue comme une démarcation fondamentale par les courants politiques de gauche qui, en y ayant eux renoncé, justifient un ralliement à un réformisme qui n'en est même plus un, un ralliement en fait à la perspective d'une gestion loyale du capitalisme avec toutes les attaques que cela implique contre les classes populaires.

Et en troisième lieu – je terminerai par là – parce que certains enjeux des luttes d'aujourd'hui et de la construction du parti ne sont en fait pas déconnectés de la perspective – même si elle n'apparaît pas imminente – du pouvoir des travailleurs.

Car, dès à présent, un parti véritablement anticapitaliste ne pourrait pas se contenter d'être un parti des luttes. La participation et le soutien aux diverses luttes qui se déroulent, s'ils sont évidemment nécessaires, ne suffisent pas.

Il est dès aujourd'hui nécessaire de viser, de contribuer à la convergence de ces luttes, en mettant en avant les intérêts généraux de la classe ouvrière, y compris en faisant le lien entre ces intérêts et des luttes engagées sur d'autres terrains sociaux. Non seulement, et c'est bien sûr essentiel, parce que ce serait un gage de succès face aux attaques tous azimuts du patronat et du gouvernement. Mais aussi parce que, pour les révolutionnaires, l'enjeu des luttes d'aujourd'hui n'est pas seulement leur succès immédiat ; c'est aussi le renforcement de la conscience politique, de la conscience de classe par la participation la plus large possible de ceux qui luttent à la direction effective de leur mouvement.

Ce qui, politiquement, signifie l'affirmation de l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à tous les appareils politiques ou syndicaux qui cherchent à encadrer les luttes, à les disperser, à les maintenir dans les limites de leurs propres intérêts ou de leurs calculs politiques.

Ceux qui, souvent, s'opposent aux idées de révolution au nom de prétendues considérations démocratiques ne sont en effet pas les derniers à considérer que la direction des luttes doit revenir de plein droit à des appareils bureaucratiques qui n'ont nullement l'intention de se placer en quoi que ce soit sous le contrôle démocratique de ceux qui luttent et qu'ils prétendent diriger !

On a vu ainsi, toutes ces dernières années, l'opposition souvent viscérale et agressive des appareils syndicaux aux coordinations ou autres comités de grève élus par les grévistes eux-mêmes.

C'est au contraire parce que nous défendons la perspective d'un pouvoir des travailleurs que nous devons défendre, dès à présent et dans toute lutte, la nécessité d'une direction véritablement démocratique des mouvements, effectivement sous le contrôle de ceux qui luttent.

Ce qui signifie une direction recherchant bien sûr l'alliance de tous les militants ou organisations dans la lutte, y compris de la gauche ou des syndicats, mais en refusant de se lier ou de se soumettre par avance aux choix ou aux exigences de ces organisations, et en restant libre de s'y opposer si, à un moment ou un autre, elle tournent de dos à la lutte ou aux intérêts des travailleurs.